

Burundi : l'armée exhibe des dizaines de rebelles présumés

@rib News, 13/07/2015 â€“ Source AFP L'armée burundaise a affirmé lundi avoir appréhendé quelque 170 rebelles présumés lors d'affrontements près de la frontière rwandaise, à une semaine d'une présidentielle à hauts risques au Burundi où des accrochages armés ont pris le dessus sur une contestation populaire violemment réprimée. Selon le porte-parole de l'armée, le colonel Gaspard Baratuza, les combattants, dont quelque 80 ont été exhibés devant la presse lundi (photo), ont été arrêtés lors de deux jours d'affrontements, vendredi et samedi, dans les provinces de Kayanza et Cibitoke. Ces deux provinces, dans le nord du pays, sont séparées par la forêt de Kibira, repaire de groupes rebelles pendant la guerre civile burundaise (1993-2006).

Ces arrestations interviennent alors qu'est attendu mardi à Bujumbura le président ougandais Yoweri Museveni. Il a été mandaté par la communauté est-africaine pour tenter une ultime médiation dans la crise qui secoue le Burundi depuis l'annonce fin avril de la candidature du président burundais Pierre Nkurunziza à un troisième mandat. Les auteurs d'un putsch manqué mi-mai contre le président Nkurunziza ont affirmé avoir affronté l'armée au cours du weekend dans ces deux provinces. Ils ont assuré ne pas avoir attaqué mais avoir, à l'inverse, été la cible d'une offensive de l'armée, qui, selon des habitants, aurait agi sur renseignements de la population. "Nos troupes étaient calmes et se préparaient à lancer des attaques, pour arrêter Nkurunziza dans son objectif de décrocher un troisième mandat", a déclaré par téléphone Léonard Ngendakumana, bras-droit du chef putschiste Godefroid Niyombare. La candidature de Pierre Nkurunziza à la présidentielle du 21 juillet a non seulement motivé un coup d'Etat manqué, mais aussi, en amont, un mouvement de contestation populaire réprimé par la police. Plus de 70 personnes sont mortes dans les violences liées à la crise, qui a par ailleurs poussé quelque 150.000 Burundais à fuir dans les pays voisins - République démocratique du Congo, Rwanda et Tanzanie. Les adversaires de Nkurunziza, déjà élu en 2005 et 2010, jugent un troisième mandat anticonstitutionnel et contraire à l'accord d'Arusha qui avait permis de clore le sanglant conflit civil (quelque 300.000 morts). - 'Propagande' - A l'approche des législatives qui ont ouvert, le 29 juin, des élections générales boycottées par l'opposition, la violence avait gagné en intensité dans le pays et en partie changé de nature avec une série d'attaques à la grenade meurtrières revendiquées par les putschistes. S'exprimant la semaine dernière pour la première fois depuis le coup manqué, ces putschistes avaient promis de poursuivre le combat pour chasser le président Nkurunziza. Lundi, le général Ngendakumana a qualifié de "propagande" le discours de l'armée sur les arrestations, affirmant que les captifs exhibés étaient très probablement des membres de la Ligue des jeunes du parti présidentiel, des "Imbonerakure", jouant la comédie devant la presse. Il a assuré que l'armée avait elle-même essuyé des pertes lors des combats, sans donner de bilan chiffré. Il a affirmé que son groupe tenait non seulement des positions à Kayanza et Cibitoke, mais aussi dans les provinces de Rumonge, Bururi (Sud) ou Ruyigi (Est). Il a refusé de donner une estimation du nombre de ses hommes. Le porte-parole de l'armée, qui s'exprimait depuis la localité de Ndora dans la province de Cibitoke, a lui assuré que les rebelles étaient quelque 500 lors des affrontements du weekend. Selon lui, en plus des arrestations, l'armée a tué 31 combattants et continuait de ratisser la Kibira à la recherche de "réfugiés". Le colonel Baratuza n'a pas voulu donner de détails sur l'identité des rebelles, laissant le soin aux détenus de le faire. S'exprimant sous l'œil attentif de policiers et militaires, certains ont affirmé venir du Rwanda et avoir été entraînés par des Rwandais, alimentant ainsi la thèse, qui n'a pas été vérifiée de manière indépendante d'une rébellion fomentée par Kigali. Cette thèse a été catégoriquement réfutée par le Rwanda mais est défendue couloirs par Bujumbura. Les relations entre les deux pays se sont fortement dégradées ces derniers mois, au point que le président rwandais Paul Kagame a conseillé à Pierre Nkurunziza de renoncer au troisième mandat. Les rumeurs d'une rébellion naissante au Rwanda sont aussi alimentées par la présence dans le pays de dizaines de milliers de réfugiés. Signe encore de l'extrême tension qui règne au Burundi à l'approche de la présidentielle, les autorités ont aussi saisi dimanche des armes en quantité importante et arrêté une trentaine de rebelles présumés dans une autre province, Muyinga, frontalière de la Tanzanie.